



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 17 au 23 janvier 2020

Le 24 janvier 2020

## Résumé

**Asie du Sud** : La majorité des économies d'Asie du Sud perdent des places au classement de la corruption établi par *Transparency International*.

**Afghanistan** : Le Parlement a adopté le projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1399 (2020). La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,9% du PIB en 2019.

**Bangladesh** : Léger dérapage du déficit budgétaire sur l'exercice budgétaire 2018/2019. IDE Construction navale – Projet d'un chantier naval pour 1 Md \$. Financements internationaux – Inde : seuls 2 projets achevés sur les 32 figurant sur les lignes de crédit 2 et 3.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Le FMI a une nouvelle fois revu ses perspectives de croissance à la baisse pour l'Inde. La dette externe s'affiche en hausse au troisième trimestre 2019.

*Finances publiques* : La Banque centrale pourrait verser de nouveau un dividende supplémentaire au gouvernement.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : La mauvaise orientation du cycle de crédit se confirme en novembre. Les actifs sous gestion des fonds mutuels s'affichent en hausse au dernier trimestre 2019. Le marché obligataire d'entreprise atteint une taille record en 2019.

**Maldives** : Prêt de 50 M USD du Fond OPEC pour des projets d'infrastructures.

**Népal** : Le FMI achève sa mission de consultation au titre de l'article IV.

**Pakistan** : Le FMI maintient ses prévisions relatives à la croissance et à l'inflation. Les transferts d'expatriés enregistrent une légère hausse sur le premier semestre de l'exercice 2019/20. Progression des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2019/20. Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20

**Sri Lanka** : Visite du ministre des affaires étrangères chinois.



## ASIE DU SUD

- **La majorité des économies d'Asie du Sud perdent des places au classement de la corruption établi par *Transparency International*.** Les résultats de l'enquête annuelle de l'ONG indiquent que l'ensemble des économies de la région, à l'exception du Bangladesh et du Népal, ont connu une dégradation de leur situation quant à la corruption. Ainsi, cinq économies d'Asie du Sud ont chuté au classement : les Maldives, en premier lieu, enregistre une chute de 6 places pour s'établir au 130<sup>ème</sup> rang, puis Sri Lanka qui chute de 4 places au classement (93<sup>ème</sup> rang) ; le Pakistan s'affiche à la 120<sup>ème</sup> place (soit un recul de 3 rang par rapport à 2018), l'Inde pour sa part passe de la 78<sup>ème</sup> à la 80<sup>ème</sup> place, et l'Afghanistan recule d'un rang à la 173<sup>ème</sup> place. A l'inverse, le Népal connaît une nette amélioration de sa position avec un gain de 11 rangs sur une année (à la 113<sup>ème</sup> place), comme le Bangladesh qui gagne 3 places au 146<sup>ème</sup> rang.

Pays	Rang	Evolution
Bhoutan	25	0
Inde	80	2
Sri Lanka	93	4
Népal	113	-11
Pakistan	120	3
Maldives	130	6
Bangladesh	146	-3
Afghanistan	173	1

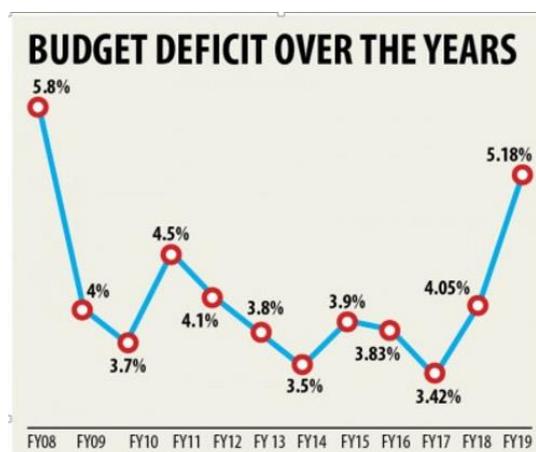
## AFGHANISTAN

- **Le Parlement a adopté le projet de loi de finances pour l'année budgétaire 1399 (2020).** Adossé à des prévisions de dépenses révisées de respectivement 428 Mds AFN (5,6 Mds \$), le budget serait alloué à hauteur de 67% (soit 290 Mds AFN) aux dépenses courantes et, pour le reliquat, au budget d'investissement. Le vote favorable (101 voix sur 171 exprimées) de la chambre basse du Parlement (Wolesi Jirga) devrait permettre la ratification rapide du projet. Le texte adopté devrait ainsi maintenir la priorité accordée aux questions de développement des infrastructures et du secteur agricole.
- **La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,9% du PIB en 2019.** Dans son dernier rapport (*Navigating a Sea of Uncertainty*), l'Institut souligne que l'amélioration du rythme des précipitations au cours du dernier hiver devrait avoir un effet positif sur l'agriculture, mais devrait être contrebalancée par la montée de l'incertitude autour des élections présidentielles et freiner ainsi l'investissement. Sur le moyen terme, la Banque mondiale s'attend à une reprise graduelle de la croissance, autour de 3,3% en 2020, en présupposant que la transition politique se fasse dans de bonnes conditions. L'issue des élections affectera également les perspectives à moyen terme, avec un potentiel d'amélioration du rythme de progression du PIB. Le cadre budgétaire restera néanmoins sous pression, et rappelle le besoin d'un soutien constant de la communauté internationale selon l'Institut de Washington.



## BANGLADESH

- Léger dérapage du déficit budgétaire sur l'exercice budgétaire 2018/2019.** Le Ministère des Finances a rendu devant le parlement les chiffres définitifs de l'exécution de la loi de finances 2018/2019. Pour la première fois depuis onze ans, le déficit budgétaire franchit le seuil des 5 points de PIB, avec un ratio de 5,18% contre 4,05% en FY 2018. Ce dépassement exceptionnel (le dernier remonte à FY 2008) tient pour l'essentiel à une rentrée très insuffisante de collecte fiscale, notamment en fin d'exercice ; les recettes globales ont atteint 2519 Mds TK (27,2 Mds€), en baisse de plus de 20% sur les objectifs, pourtant révisés à la baisse en cours d'exercice. La collecte du *National Board of Revenue* (NBR) atteint 23,6 Mds€ contre un objectif de 30,2 Mds €. Comme chaque année, l'exécution des dépenses est en retrait sur les prévisions (-13%), mais ne comble pas le creusement du déficit, dont le financement a davantage eu recours aux ressources domestiques (+5,5%), plus coûteuses que les financements internationaux. Le scénario pourrait se répéter cette année, compte tenu des mauvais résultats enregistrés sur le premier trimestre fiscal. Le budget affichait un déficit de 40,7 Mds TK sur la période juillet-septembre 2019, contre un excédent de 81,9 Mds TK un an auparavant. La collecte globale était en baisse de 7,5% contre une hausse de 16% à période comparable ; la très mauvaise préparation de la nouvelle loi sur la TVA introduite au 1<sup>er</sup> juillet 2019 explique largement cette défaillance.



- IDE Construction navale – Projet d'un chantier naval pour 1 Md \$.** Gentium-Damen Consortium Group, une joint-venture entre le néerlandais Damen Group (<https://www.damen.com/>) et l'australien Gentium Solutions a signé un MoU avec le Ministère bangladais de l'industrie pour une étude de faisabilité concernant la construction d'un nouveau chantier naval de classe mondiale près du port de Payra (Patuakhali). Il s'agira de la première implantation d'un chantier naval en Asie du Sud pour le groupe hollandais, présent au Bangladesh depuis plusieurs décennies, notamment pour la fourniture de navire de dragage. Avec un investissement de 1 Mds\$, le chantier naval devrait être opérationnel en 2026. Cette nouvelle intervient alors que Western Marine Shipyard, le principal constructeur à l'exportation, vient de vendre deux vraquiers supplémentaires à l'indien Jinadal Steel and Power (5,3 M€ pièce) après la livraison de deux unités en octobre 2017. Il s'agit des plus grands navires jamais construits au Bangladesh. La construction navale a été déclarée secteur prioritaire pour les exportations dès 2009. Entre 2009 et 2017, le secteur a rapporté 170 M\$ en devises, en exportant essentiellement des unités de petite et moyenne taille. Après un passage à vide du secteur, affecté par la crise financière de 2008, les chantiers navals bangladais connaissent une croissance soutenue à l'export, notamment grâce à un important savoir-faire et à des prix très compétitifs (15% moins cher que la Chine d'après l'agence BIDA), mais ce secteur reste encore anecdotique à l'export (à peine 0,2% des exportations en 2016-17).
- Financements internationaux – Inde : seuls 2 projets achevés sur les 32 figurant sur les lignes de crédit 2 et 3.** La 16<sup>e</sup> réunion d'évaluation des projets financés par les lignes de crédit



indiennes (LoC) au Bangladesh a souligné un peu plus les retards rencontrés par les projets de l'EXIM Bank of India. Sur LoC-II, seulement deux projets ont été achevés : l'achat de 500 camions et 600 bus pour l'autorité de transport BRTC. Aucun des projets de LoC-III n'a encore vu le jour, la plupart étant au stade de développement (*development project proposal*).

L'Inde a accordé au Bangladesh depuis 2010 quatre lignes de crédit :

- Loc I (août 2010) : 862 M\$ pour 15 projets. 524 M\$ (61%) déboursés en août 2019. Cette ligne de crédit est accompagnée de dons à hauteur de 200 M\$.
- LoC II (mars 2016) : 2 Mds\$ pour 16 projets. 16 M\$ (0,8%) déboursés en août 2019.
- LoC III (octobre 2017) : 4,5 Mds\$ pour 16 projets. 0\$ déboursé en août 2019.
- LoC IV (novembre 2019) : 500M\$ pour des projets de défense.

Le gouvernement du Bangladesh envisage de signer un accord de cinq ans avec l'Inde pour permettre à l'EXIM Bank of India d'établir un bureau dans le pays, afin d'accélérer les projets qu'elle finance. Les projets réalisés dans le cadre des trois LoC concernent essentiellement la connectivité terrestre et ferroviaire, pour permettre à l'Inde de tirer pleinement parti de l'accord en vertu duquel le Bangladesh a donné à l'Inde l'autorisation d'utiliser les ports de Chittagong et de Mongla et pour faciliter les échanges avec les régions indiennes au nord-est du Bangladesh. L'Inde pratique l'aide liée. Dans le cadre de LoC-III, au moins 75 % des achats pour les activités de services et 65 % pour les projets de travaux publics doivent provenir d'Inde.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le FMI a une nouvelle fois revu ses perspectives de croissance à la baisse pour l'Inde.** L'Inde, dont la croissance du PIB est désormais estimée à 4,8 % en 2019, soit une contraction de 1,3 point par rapport aux précédentes perspectives publiées en octobre dernier. En 2020, la croissance devrait toutefois rebondir à 5,8 % selon l'Institut de Washington (-1,2 point par rapport aux précédentes estimations). Ainsi, l'Inde devrait perdre en 2019 et 2020 le statut d'économie la plus dynamique au monde, à la faveur de la Chine (+6,1% attendue en 2019 notamment), avant de rebondir à 6,5% en 2021 et repasser en pole position.

La modération de la demande intérieure est mise en exergue pour expliquer ce ralentissement, tout comme les fragilités des institutions financières non-bancaires qui continuent de contraindre le crédit et l'investissement.

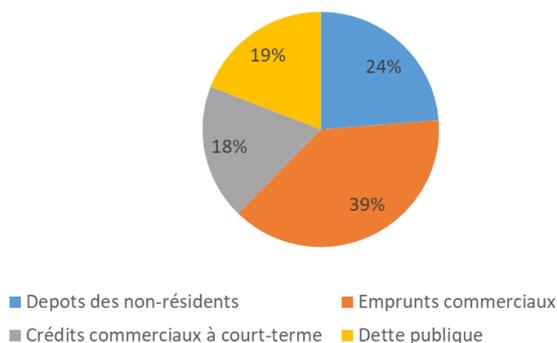
- **La dette externe s'affiche en hausse au troisième trimestre 2019.** Elle s'élève à 557,5 Mds \$ selon les données du ministère des Finances, soit une hausse de 9 % par rapport au T3 2018 (+ 48 Mds \$ en un an), et représente désormais 20,1 % du PIB.

Selon le ministère, la hausse de la dette est principalement due à la progression des dépôts des non-résidents et des crédits commerciaux à court-terme. De plus, une part importante de l'augmentation de cette dette est imputable à la hausse des emprunts commerciaux (ECB), dont la réglementation a été assouplie en vue notamment de permettre l'endettement des institutions financières non-bancaires.



La dette extérieure à court terme, qui représente 19,6 % de la dette totale, s'élève à 109,1 Mds \$ à fin septembre, avec une progression de 4,6 % en rythme annuel. Pour sa part, la dette à long terme a connu une expansion de 11% en glissement annuel pour atteindre désormais 448 Mds \$.

Composition de la dette externe fin septembre 2019



Alors que la dette indienne est libellée à plus de 50 % en dollar, la dépréciation de la devise américaine face à la roupie entre le T3 2018 et 2019 aurait également amplifié l'essor de la dette indienne. La dette externe indienne libellée en roupie indienne représente quant à elle 33,4 % du total, suivi par celle en yen japonais (5,2 %), en DTS (4,6 %), et en euro (3 %). On notera enfin que la part de la dette souveraine s'élève à 19 %, avec le reliquat sous la forme de dette non-gouvernementale. A fin septembre, les réserves de change couvraient 77,8 % de la dette externe contre 80,2 % à fin septembre 2018.

### FINANCES PUBLIQUES

- **La Banque centrale pourrait verser de nouveau un dividende supplémentaire au gouvernement.** A l'instar des deux derniers exercices, l'Institut d'émission devrait octroyer 100 Mds ₹ (1,25 Md €) de dividendes au gouvernement indien en mars prochain, peu avant la fin de l'exercice budgétaire 2020 (avril 2019 - mars 2020). Le gouvernement avait déjà bénéficié en mars 2019 d'un « dividende exceptionnel » de 280 Mds ₹, soit 40% du dividende total versé par l'Institut d'émission sur l'ensemble de son exercice (le reste versé en juillet). Alors que le montant attendu des dividendes associés aux institutions financières et non-financières devrait être révélé lors de la présentation du Budget en février, cette somme devrait de nouveau soulager le déficit budgétaire des Administrations centrales qui s'annonce en forte hausse.

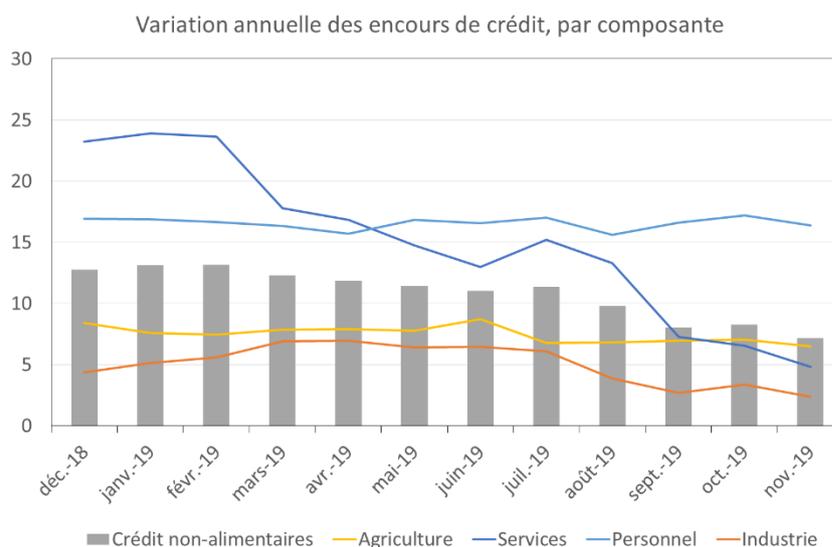
### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La mauvaise orientation du cycle de crédit se confirme en novembre.** Alors que la croissance des encours de crédits non-alimentaires avait atteint un niveau record de 13,8 % en novembre 2018, ils progressent un an plus tard de seulement 7,2 % en glissement annuel (à 86 739 Mds ₹, soit 1 100 Mds €).

**Les encours accordés aux particuliers demeurent les plus dynamiques :** ces derniers enregistrent hausse de 16 % en glissement annuel, sous l'effet notamment du dynamisme des prêts au logement (+18,3%), alors que les prêts destinés aux achats de véhicules demeurent atones (+4,6%). Sur les neuf premiers mois de l'exercice (avril-décembre 2018), ils enregistrent une hausse de 10 %, légèrement inférieure à celle renseignée sur la période analogue un an plus



tôt (+10,8 %). Les crédits immobiliers, qui représentent 52,2 % des prêts personnels, enregistrent une croissance soutenue à fin novembre (+18,3 %), tandis que les prêts automobiles (10 % du total des encours accordés aux particuliers), progressent de seulement 4,6% en glissement annuel.



**On notera la faible progression des encours destinés au secteur tertiaire.** Ces derniers enregistrent un essor marqué de seulement 4,8 % (contre +28% un an plus tôt). Les crédits destinés au financement des activités commerciales, qui représentent 17% des prêts alloués au secteur tertiaire, progressent de 5 %, contre 11 % un an plus tôt, tandis que ceux destinés aux entreprises financières non-bancaires (30% des crédits alloués au secteur tertiaire) enregistrent un essor de 30 %, largement inférieur au rythme affiché un an plus tôt (+57 %, en lien à la crise du secteur et la chute du géant IL&FS).

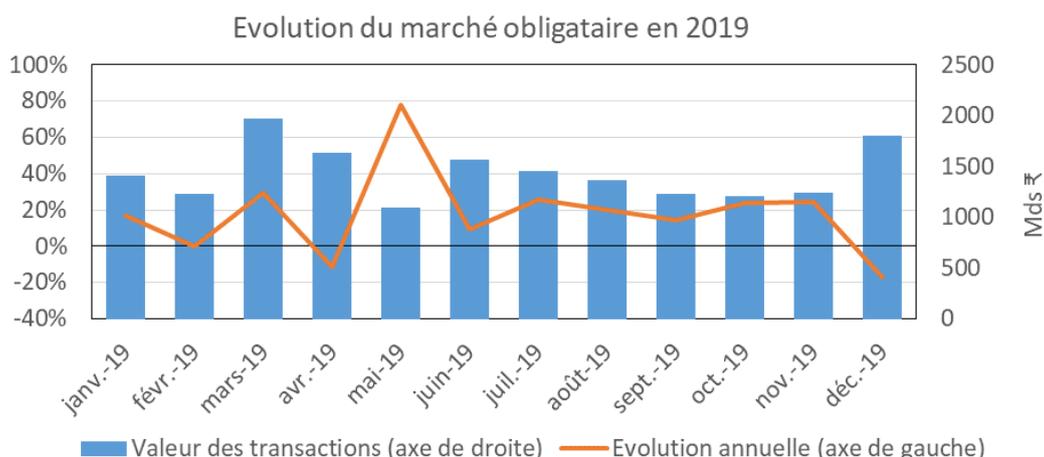
En outre, **le secteur industriel voit les encours bancaires qui lui sont destinés progresser de seulement 2,4 %** en glissement annuel. A cet égard, ceux destinés aux micros et petites entreprises industrielles (13,3 % du total) reculent notamment de 1 %, alors que ceux alloués aux grandes sociétés de la branche (83 % du total) ressortent en hausse de 3 % en glissement annuel. Enfin, les prêts destinés au **secteur agricole** progressent quant à eux de 6,5%, contre 7,5 % un an plus tôt.

- **Les actifs sous gestion des fonds mutuels s'affichent en hausse au dernier trimestre 2019.** Les chiffres de l'Association des gestionnaires de fonds (AMFI) estiment à 26 540 Mds ₹ (336 Mds €) le montant total des actifs sous gestion au 31 décembre, soit une augmentation de 8% par rapport au 31 septembre. La progression annuelle des actifs apparaît ainsi soutenue avec un essor de 16% par rapport à fin décembre 2018.

Sur le dernier trimestre 2019, les fonds de revenu et de dette, qui inclus pour rappel les fonds monétaires et de liquidité et représentent 42,5% des actifs sous gestion, affichent une progression soutenue, de 11% en termes nominaux pour s'établir à 11 282 Mds ₹. Les fonds de participation (29 % du total) enregistrent également une progression des actifs sous gestion (+6 % en glissement trimestriel à 7 707 Mds ₹). On pourra, enfin, relever la hausse des actifs des fonds négociés en bourse (+21% sur le trimestre, à 1 777 Mds ₹).



- **Le marché obligataire d'entreprise atteint une taille record en 2019.** Selon les données compilées par le régulateur financier (SEBI), les transactions sur les titres de créance des grandes entreprises ont atteint 19 935 Mds ₹ (252 Mds €) en 2019, soit une hausse de 16 % en glissement annuel. Plus de 65 % des négociations d'obligations d'entreprise ont été enregistrées à la bourse nationale (National Stock Exchange -NSE) sur l'année, pour un montant de 13 230 Mds ₹ (soit une croissance de 18 % en glissement annuel). Le solde des transactions, d'un montant de 6 705 Mds ₹, a été réalisé au Bombay Stock Exchange (BSE).



Selon les observateurs, plusieurs facteurs structurels et conjoncturels sont à l'origine de cette croissance significative, notamment l'assouplissement des conditions d'investissement des investisseurs institutionnels étrangers (dont le retrait de la limite de détention des obligations d'entreprise à 20% en mai 2019) et la mise en œuvre de la loi sur l'insolvabilité et les faillites. La baisse des taux d'intérêt, qui accroît la rentabilité de ces transactions sur les marchés boursiers, renforce également l'attrait du marché obligataire.

## MALDIVES

- **Prêt de 50 M USD du Fond OPEC pour des projets d'infrastructures.** Le ministre des finances maldiviens et le directeur du Fonds OPEC pour le développement ont signé un accord validant un prêt de 50 M USD. Celui-ci servira à financer le développement d'infrastructures dans le domaine portuaire, de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau. 13 îles de l'archipel seront concernées par ces projets. Ce prêt, d'un taux d'intérêt de 4,6% et remboursable sur 20 ans, a une période de grâce de 5 ans. Le travail préparatoire pour le lancement des appels d'offres a débuté. Depuis sa création, le Fonds OPEC a approuvé 23 prêts au secteur public maldivien, représentant un montant total de 209 M USD.

## NEPAL

- **Le FMI achève sa mission de consultation au titre de l'article IV.** Celle-ci s'est déroulée du 5 au 17 janvier, avec pour objectif d'évaluer la situation économique et financière du Népal. Selon le Fonds, l'économie népalaise devrait connaître une croissance de 6% sur l'exercice actuel, à un rythme moindre par rapport à 2019, en lien à la modération à la fois du voisin indien mais également des entrées de fonds de migrants. Les perspectives à moyen-terme apparaissent cependant positives, avec une réduction du déficit de la balance des transactions courantes et



une stabilisation des réserves de change. D'après le FMI, le risque de déviation de la cible de déficit budgétaire demeure et doit être surveillé avec attention pour permettre une transition maîtrisée vers le système fédéral. Le Fonds a également noté avec satisfaction des progrès en matière de gestion de mesures macro prudentielles et a salué les réformes de l'autorité monétaire népalaise dans ce sens (à l'instar des nouvelles exigences de capital en juillet prochain).

## PAKISTAN

- **Le FMI maintient ses prévisions relatives à la croissance et à l'inflation.** Le Fonds monétaire international, dans son dernier rapport (*World Economic Outlook, January 2020*), estime que la croissance devrait marquer le pas et ralentir autour de 2,4 % sur l'exercice 2019/20 (du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020) avant de repartir à la hausse sur le moyen terme (croissance attendue autour de 5 % en 2023/24). Les estimations qui prévalaient lors du précédent rapport en octobre 2019 en matière de réduction du déficit du compte courant à 2,6 % du PIB et de hausse de l'inflation à 13 % sur l'exercice en cours demeurent également inchangées.
- **Les transferts d'expatriés enregistrent une légère hausse sur le premier semestre de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2020). Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 11,4 Mds USD entre juillet et décembre 2019 (+3,3 % en glissement annuel). Si les transferts en provenance des Emirats arabes unis stagnent à 2,3 Mds USD (20,6 % du total), ceux en provenance d'Arabie saoudite affichent une hausse modérée de 2 % à 2,6 Mds USD (23 %). Les transferts en provenance des Etats-Unis (1,9 Md USD, 16,6 % du total) et du Royaume-Uni (1,8 Md USD, 15,4 % du total) enregistrent quant à eux une hausse marquée de respectivement +9,1 % et +6,4 %. Après les autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) qui représentent 9,6 % du total (+3,2 % en g.a.), la Malaisie se classe au cinquième rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanais ont émis des transferts de fonds (7 % du total, +1,4 %).

Cette progression des transferts s'explique notamment par la hausse du nombre d'expatriés pakistanais. D'après le bureau de l'émigration pakistanais, le nombre de nouveaux expatriés s'est élevé à 625 203 en 2019, en hausse notable par rapport à l'année précédente (+63,5 %). Si l'émigration pakistanaise demeure sous-estimée faute de moyens nécessaires déployés pour le recensement officiel, la population émigrée s'élèverait autour de 11,1 milliards de personnes en 2019.

- **Progression des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2019/20** (1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020). Ils ont atteint 670,1 M USD, un niveau similaire à celui enregistré sur la période considérée un an plus tôt. Le montant des rapatriements de bénéfices et de dividendes demeure toutefois inférieur aux flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée (850 M USD). 89,5 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. Les principaux pays vers lesquels les bénéfices et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (24,7 % du total), les Etats-Unis (17,8 %), Hong Kong (13,4 %), la Suisse (8,3 %) et la Chine (6,8 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans les services financiers (21 %), suivies par celles des secteurs de l'exploration d'hydrocarbures (16,2 %), des produits chimiques (11,9 %) et du transport (11,7 %).
- **Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2020). Les ventes de véhicules automobiles ont reculé de



45,4 % entre juillet et novembre 2019 pour atteindre 67 510 unités. Sur cette période, les ventes se répartissent entre véhicules de plus de 1300 cm<sup>3</sup> à hauteur de 29,3 %, 16,5 % pour ceux entre 1000 et 1300 cm<sup>3</sup>, 41,7 % pour ceux de 800 à 1000 cm<sup>3</sup> et 12,5 % pour les jeeps et pick-ups. Si l'installation attendue de nouveaux constructeurs devrait accroître la concurrence, les trois constructeurs japonais qui assemblent au Pakistan continuent de dominer le marché. Leurs parts de marché atteignent 66,2 % pour Suzuki, 21 % pour Toyota et 12,1 % pour Honda. Ghandhara Nissan, qui assemble essentiellement des pick-ups en collaboration avec le constructeur chinois JAC Motors, compte pour seulement 0,7 % des ventes. Les ventes de poids lourds et de tracteurs se contractent respectivement de 45,3 % et de 37,8 % sur la période considérée en glissement annuel. Les ventes de motocyclettes/tricycles à moteur enregistrent également une baisse de 12,1 %. Le marché connaît ainsi une situation déprimée qui s'explique principalement par la forte hausse des prix, notamment suite à la dépréciation de la roupie pakistanaise par rapport à l'USD ainsi qu'à l'augmentation des droits de douane et de la taxe à la vente sur les pièces importées, couplée à la hausse des taux d'intérêt.

## SRI LANKA

- **Visite du ministre des affaires étrangères chinois.** M. Wang Yi, le ministre des affaires étrangères chinois, a effectué sa première visite officielle à Sri Lanka le 14 janvier 2020. Il s'agit de la visite de plus haut niveau pour la Chine depuis que Sri Lanka a élu son nouveau président en novembre dernier. Le ministre souhaite accroître la coopération entre les deux pays dans plusieurs secteurs, notamment la coopération économique dans le cadre de l'initiative des « Nouvelles routes de la soie », l'éducation et la sécurité. Des discussions sur un nouveau prêt concessionnel seraient en cours. Selon le FMI, la dette externe publique (hors entreprises publiques), qui représente 37% du PIB, est en provenance de la Chine à hauteur de 9,1% du montant total. La Chine a notamment prêté 1,4 Md USD pour la construction du projet de Colombo Port City. En 2018, Sri Lanka a importé pour 4,1 Mds USD de marchandises chinoises et exporté pour 230,6 M vers la Chine; soit un déficit commercial de -3,9 Mds USD. La Chine est le 3ème pourvoyeur de touristes, à hauteur de 167 863 en 2019, soit -36,9% en glissement annuel.

### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 24/01/2020